

Paris, le 15 mai 2015

NOTE

**A L'ATTENTION DE
MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

S/C de MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Synthèse des réactions d'opinion relatives à la réforme du collège.

Près de 200 correspondances (hors pétition) vous ont été adressées au sujet de la réforme du collège depuis sa présentation en conseil des ministres. La quasi-unanimité d'entre elles sont critiques.

Les premiers courriers provenaient des enseignants (un tiers des interventions au total). Les parents d'élèves puis, depuis le début du mois, un nombre croissant de lycéens soucieux de faire partager leur expérience, ont désormais pris le relais.

1. La réforme est avant tout perçue comme une attaque contre les enseignements « élitistes »

- Concentrant 70% des réactions, la rénovation de l'enseignement des langues (allemands et langues anciennes) a préoccupé nombre de professeurs, rejoints par des parents d'élèves qui dénoncent le « *nivellement par le bas généralisé* » que la réforme du collège viendrait entériner. La suppression des classes bilingues et européennes en particulier, le sujet le plus fréquemment abordé, semble avoir valeur de symbole.

Les autres aspects de la réforme, sans doute moins entendues, sont peu évoqués. Ces réactions recoupent les mesures du SIG :

- « *La possibilité pour chaque établissement d'organiser comme il le souhaite 20% du temps scolaire* » est approuvée par 71% des Français ; et « *le remplacement des options de latin et grec par un enseignement pratique interdisciplinaire de Langues et cultures de l'Antiquité* » par 74% : hors du champ enseignant, ces mesures font peu débat.
- en revanche, les classes bilingues et le latin / grec divisent l'opinion : l'extension de la « *deuxième langue vivante dès la 5ème au lieu de la 4ème actuellement et, dans le même temps, la suppression des classes bilingues ou européennes qui concernent aujourd'hui 15% des collégiens* » recueille 54% d'approbation, « *le remplacement des options de latin et grec par un enseignement pratique interdisciplinaire de Langues et cultures de l'Antiquité* » 43%.
- Dans le détail :
 - Concernant l'enseignement de l'allemand, professeurs et parents se sont dit convaincus que la réforme « *fera très rapidement baisser le nombre d'élèves en mesure de choisir l'allemand* ». Nombre de germanophiles ont appuyé leur argumentation sur la contradiction politique d'un projet « *contraire à l'esprit du Traité de l'Elysée* » et à la « *réaffirmation du moteur franco-allemand en Europe* ». Les enseignants d'autres langues, se sentant également menacés « *à l'heure de la mondialisation anglophone* », ont parfois eu la plume acérée : « *Votre nom sera à jamais associé à la disparition de la diversité des langues dans notre pays* ». Par ailleurs, afin de peser davantage dans le débat, 410 personnes ont, à ce jour, signé la pétition de l'association pour le développement de l'enseignement de l'allemand en France intitulée « *Pour le respect des accords franco-allemands dans l'enseignement du second degré* ».
 - Dans une moindre mesure, certains parents d'élèves ainsi que les amoureux des langues anciennes sont revenus sur l'importance culturelle de ces langues « *au moment où Daech détruit des statues antiques* » et fustigent une « *disparition programmée du latin et du grec en tant que disciplines à part entière* », « *noyés* » dans les enseignements pratiques interdisciplinaires dont les modalités ont parfois été mal comprises : « *Des mots creux destinés à nous rassurer* ».

A ce titre, l'annonce de la saisine du conseil supérieur des programmes sur les langues et cultures de l'Antiquité a été commentée par une poignée de professeurs d'allemand qui la considèrent comme une « *preuve de clairvoyance* » et encouragent la ministre à faire de même pour leur discipline.

- **Mais au-delà de l'évolution de ces enseignements, ce qui transparaît des messages est surtout une grande incompréhension de la démarche du gouvernement, perçue comme une attaque des programmes les plus ambitieux pour les élèves.** De nombreux parents, brocardant un « *antiélitisme contreproductif* », menacent ainsi de retirer leurs enfants de l'école publique : « *Il est dommage, pour un gouvernement socialiste, de faire fuir les élèves les plus motivés vers les écoles privées qui, seules, pourront leur offrir le meilleur* » ; « *C'est bien de proposer l'apprentissage des langues plus tôt pour tout le monde, mais pourquoi empêcher ceux qui veulent faire plus, pourquoi tuer ce qui fonctionne ?* ».

Ce semble être le principal point de faiblesse de la réforme : 62% des Français estiment ainsi qu'elle aura pour effet « *de niveler par le bas le niveau global des élèves* » plutôt que « *d'améliorer le niveau global des élèves* » (37%) – Odoxa.

Deux courriers représentatifs en annexe montrent les évocations et les craintes que peuvent provoquer le sentiment de retirer des filières d'excellences.

C'est, sans doute, sur ce terrain qu'il faudrait en priorité insister : montrer que nous sommes les vrais défenseurs de l'excellence (mais pas des privilèges). Avec cette réforme plus d'enfants pourront apprendre une seconde langue plus jeune, donc s'insérer dans des parcours plus riches. Plus d'enfants auront accès à l'enseignement du grec et du latin, et connaître les racines de notre langue. Son objectif est de donner à chaque enfant les moyens de révéler son excellence. Et d'abord à ceux qui n'ont que la République comme patrimoine et comme outil d'ascension : d'où qu'il vienne, où qu'il soit né, dans quelque école qu'il soit, cette réforme donnera à chacun plus de moyens de réussir, de s'élever, de se distinguer, de rentrer dans un parcours qui l'amènera au plus haut.

2. En mineur, l'enseignement de l'histoire au cœur de polémiques politiques

- Si elle suscite moins de réactions, la réforme de l'enseignement de l'histoire et des civilisations concentre les critiques les plus virulentes. Une trentaine de Français vous ont ainsi interrogé sur la légitimité de « *l'enseignement obligatoire de l'Islam dans les cours d'histoire - alors que la chrétienté médiévale et les Lumières deviendront facultatives* ».
- Parmi ces messages, peu émanent de parents réellement inquiets de l'apprentissage de leurs enfants, la plupart demeurant sur le terrain polémique de la montée en puissance de l'Islam en France.

Les sympathisants de gauche sont nombreux à regretter une communication tardive du gouvernement et un projet qui « *donne du grain à moudre au FN* ». A cet égard, il est à souligner que les clarifications apportées ces derniers jours dans les médias sur le contenu des propositions du conseil supérieur des programmes, n'ont pour le moment, pas permis d'enrayer ce climat de défiance. La droite et l'extrême droite prennent moins de gants pour y voir une nouvelle preuve d'un gouvernement « *soumis à l'Islam* » et favorisant pour des motifs électoralistes la « *communauté musulmane* » au détriment de l'héritage chrétien français.

3. Enfin quelques reproches de la communauté enseignante sur le manque de concertation

Quelques correspondants du corps enseignant fustigent le « *manque de dialogue* » ainsi que la « *communication agressive* » de la Ministre envers les professeurs pour « *imposer une réforme décidée par le conseil supérieur des programmes* ». Se défendant de toute caricature, plusieurs d'entre eux ont vivement réagi à la tribune parue dans *Le Monde* (« *Tous ceux qui souhaitent une modification de la réforme ne sont pas des abonnés au Figaro ou des petits professeurs recroquevillés sur leurs privilèges de fonctionnaires* ») ainsi qu'aux déclarations sur le « *concert des immobiles* », qui témoigneraient du « *mépris abrupt* » de l'exécutif.

Enfin, las des polémiques, les intervenants les plus récents appellent désormais à un « *débat sur le fond qui ne se transforme pas en campagne de dénigrement organisé* ».